



Mayo-Moskota

09 femmes enlevées à Tchebetchebé par Boko Haram

P. 2

L'œil DU Sahel

Directeur de la Publication : Guibaï Gatama

400 FCFA

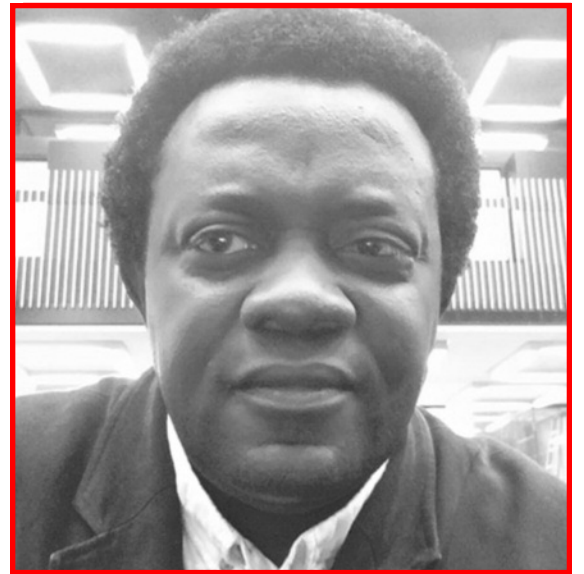
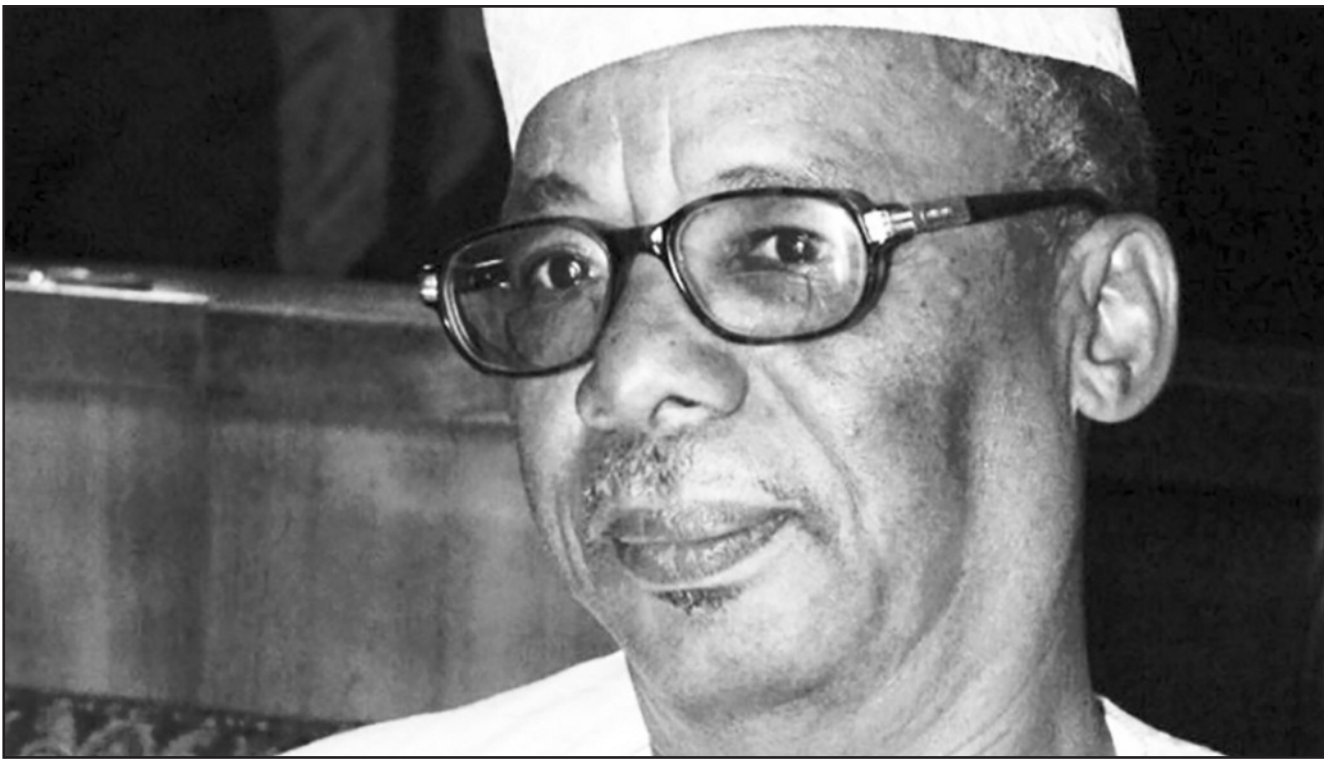
Tri-hebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun

N°1139 du vendredi 26 octobre 2018

GRAND-NORD

La mort politique de Garga Haman Adji

P. 5



L'immortel Fabien Eboussi Boulaga

Lire l'hommage de Paul-Aarons Ngomo, universitaire.

P. 8



Nord/Extrême-Nord Déjà 39 morts de choléra

P. 2

Réélection de Paul Biya Entre euphorie et désolation à Ngaoundéré

P. 5

Yaoundé Comment les Nordistes valorisent leur art culinaire

P. 9



Emprunt obligataire

26,7 milliards FCFA de financements en vue pour le Grand-Nord

P. 7

CAMEROUN. Cet argent est destiné à deux projets qui concernent cinq régions et 35 DS.

36 milliards de Fcfa améliorer le système de santé

Par Olive Atangana

André Mama Fouda les a présentés comme des «projets décisifs pour notre système de santé». Parce que, «les résultats escomptés seront plus que déterminants, pour l'atteinte des objectifs de réduction de mortalité maternelle et infanto-juvénile et atteindre notre objectif qui est de 400-500 000 poches de sang sécurisées par an», soutient le ministre de la Santé. Les projets concernés ici sont ceux d'Appui à la Santé Maternelle, Néonatale et Infantile (Pasmni) et du renforcement du système national de transfusion sanguine au Cameroun. La cérémonie de lancement officiel de ces deux projets majeurs, s'est tenue à Yaoundé le 25 octobre 2018. D'un montant total 36 milliards de Fcfa, ils s'étendent sur quatre ans et sont le fruit de la coopération entre la Banque islamique de développement (BID) et le Cameroun. «Ce financement de la Banque islamique de développement consiste à contribuer à la réduction de la mortalité maternelle et infantile au Cameroun. Il s'agit principalement d'appuyer le programme de santé maternelle et aussi renforcer le système national de transfusion sanguine. Ça constitue une étape importante pour l'amélioration de la qualité de ses projets. Il s'agissait pour nous, de venir partager avec les différents acteurs du projet les procédures de passation de marché, d'échanger sur les



Tous unis pour un meilleur système de santé.

procédures de décaissement, pour que l'exécution des projets soit diligentée, et que les ressources soient au bénéfice des populations dans les meilleurs délais», a expliqué Mamadou Alpha Bah, chargé des opérations santé au bureau régional d'Abuja, à la BID.

La mise en œuvre de ces projets va bénéficier de l'expertise des agences du Système des Nations-Unies dont l'OMS, l'Unicef et l'Unfpa. En ce qui le concerne, le Fonds des Nations Unies pour la Population, il va apporter son expertise dans la santé de la reproduction en général, et dans la réduction de la mortalité maternelle et néonatale en particulier. Le projet qui va couvrir 35 districts de santé de cinq régions que sont l'Extrême-Nord, le Nord,

l'Adamaoua, le Centre et l'Est. «Ces districts de santé ont été choisis car présentant un accès très limité aux prestations de service mais également là où nous enregistrons les plus mauvais indicateurs de santé notamment sur la dimension mortalité maternelle, infantile et juvénile. Vous comprenez donc pourquoi nous ciblons prioritairement les femmes enceintes, les nouveau-nés et les enfants de moins de 5 ans. Nous sommes également concernés par le phénomène des grossesses précoces qui sont à la base des fistules obstétricales», fait savoir le Minsanté. La contribution de l'Unfpa vise ainsi la formation des sages-femmes et maïeuticiens, le renforcement des capacités du personnel, la réparation des fistules obstétricales et l'augmenta-

tion des capacités d'accueil dans les écoles de sages-femmes et maïeuticiens, l'appui à l'approvisionnement en médicament, équipements et intrants. Celle de l'Unicef qui est davantage technique, s'étend sur entre autres, l'acquisition des médicaments, équipements et consommables médicaux et le développement des capacités des ressources humaines et institutionnelles.

SYSTÈME DE TRANSFUSION SANGUINE

Le 2e projet lui, concerne d'ici cinq ans, le renforcement du système de transfusion sanguine ; domaine qui incombe à l'OMS. Les besoins en poche de sang au Cameroun sont de l'ordre de 4000 à 5000 poches. «Ce projet va donc servir à mettre définitivement en place un système moderne de

transfusion sanguine pour qu'on puisse assurer la disponibilité des produits sanguins de qualité et en quantité suffisante sur l'ensemble du territoire. Vous avez donc compris que nous aurons cinq centres ultramodernes de transfusions sanguines dont un centre national de référence et 4 centres interrégionaux. De même que nous allons aménager et équiper 98 dépôts de sang dans divers hôpitaux de districts et régionaux», énumère le Minsanté. Pour lui donc, «Ce sont donc globalement 36 milliards qui sont consacrés au secteur de la santé. Nous traversons aujourd'hui une grande étape, avec ce financement de près de 63 millions de dollars pour que nous puissions booster les actions en direction de la lutte contre la mortalité maternelle et infanto-juvénile et la mise en place d'un système moderne de collecte et de transfusion sanguine». Et de conclure : «Je voudrais vous rassurer que toutes les dispositions sont prises pour le respect des engagements que prend le gouvernement pour la mise en œuvre efficiente de ces deux surtout projets mais également pour le respect des procédures. Je suis persuadé que d'ici trois- quatre ans, le Cameroun va changer véritablement de visage. Nous sommes persuadés que la mortalité maternelle et infanto-juvénile va continuer à régresser et surtout que nous allons atteindre notre objectif qui est de 400-500 000 poches de sang sécurisées par an». ■

NORD/EXTRÊME-NORD. 17 et 13 nouveaux cas suspects y ont été respectivement notifiés, et 20 hospitalisations enregistrés dans cinq DS de ces régions.

Déjà 39 décès liés au choléra

Par O. A

L'épidémie de choléra qui sévit dans certaines régions du Cameroun a déjà provoqué selon un nouveau décompte publié le 23 octobre par les autorités sanitaires provoqué la mort de 39 personnes dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord. Soit 34 au Nord et 5 à l'Extrême-Nord où on assiste à «une augmentation importante des cas», regrette notre source. De ces décès, 18 sont hospitaliers et 16 communautaires pour la région du Nord, et les cinq de l'Extrême-Nord sont communautaires. Les deux régions enregistrent ainsi respectivement, 17 et 13 nouveaux cas suspects. La maladie dont l'épicentre est la partie septentrionale du pays, notamment les régions du Nord et de l'Extrême-Nord a déjà étendu



André Mama Fouda. Attention au choléra.

ses tentacules dans d'autres régions, dont le Centre et le Littoral. Et même si d'autres cas n'y ont pas été notifiés, elles ont été placées sous surveillance épidémiologique. D'après le dernier rapport sur la situation épidémiologique, le pays compte déjà 600 cas

suspects confirmés, dont 501 cas et 34 morts recensés dans la seule région du Nord, qui est de loin la partie du pays la plus touchée par cette épidémie. Celle de l'Extrême-Nord totalise 21 cas et occupe le 2e rang. Son taux de létalité est de 23,8%, pour 11 patients

guéris et cinq en cours de traitement.

Aussi, les autorités sanitaires dénombrent 20 hospitalisations au 22 octobre, dans cinq DS des régions du Nord et de l'Extrême-Nord. Soit cinq à Golombe, un à Pitoa, trois à Garoua I, six à Bibemi et cinq à Makary. Suffisant pour le déploiement de l'équipe régionale et de l'équipe cadre du district dans l'aire de santé de Fotokol et d'une équipe d'évaluation de la réponse à l'épidémie menée par la DLEMP/Minsanté dans ces deux régions. Bien plus, des activités de sensibilisation, poursuite de la recherche active des cas dans les DS en épidémie dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord, investigation des cas et recherche des personnes contacts dans les DS en épidémie sont aussi en cours. La

prise en charge des cas et WASH ne sont pas en reste, avec l'aménagement d'un UTC dans l'aire de santé de Sagme à Makary, pour la prise en charge des cas. Les autorités sanitaires ont aussi procédé à la sensibilisation des communautaires dans les grands marchés périodiques à l'Extrême-Nord. Dans cette région, il est aussi entre autres prévu, l'organisation d'une campagne de sensibilisation contre la maladie, dans les DS de Makary et Mada et l'installation des lavemains dans les lieux publics de la ville de Makary. Au Nord, la formation de 230 ASC dans les districts de Ngong et Poli, l'investigation dans les quartiers et villages actifs figurent au tableau des actions à mener. Sauf que, les restrictions sécuritaires dans la zone en épidémie à l'Extrême-Nord est une difficulté majeure. ■

MAROUA. C'est la concrétisation des dons promis par le Chef de l'Etat.

Des ordinateurs PHeV remis aux étudiants de l'ISTAM

Par Jean Areguema

Seul établissement privé d'enseignement supérieur dans la région de l'Extrême-Nord, l'Institut supérieur des techniques appliquées et de management (Istam) est sous la tutelle académique de l'université de Maroua. C'est à ce titre que le recteur de cette institution universitaire a remis en fin de semaine dernière aux étudiants de l'Istam, des ordinateurs PHeV, dons du chef de l'Etat aux étudiants camerounais. Fait particulier ici, seulement 20 ordinateurs sont offerts aux étudiants en année de licence professionnelle. En remettant aux bénéficiaires le geste de générosité de Paul Biya, le Pr Idrissou Alioum a dit concrétiser la vision du donateur à ses compatriotes étudiants inscrits à l'Istam. «C'est la matérialisation de la vision du chef de l'Etat en rapport avec l'arrimage de l'enseignement supérieur à l'économie numérique. Les dons de 700 ordinateurs du Chef de l'Etat concernent tous les étudiants inscrits dans les universités d'Etat et également ceux inscrits dans les instituts privés d'enseignement supérieur.



PHev...c'est notre tour

Aussi, sommes-nous en droite ligne de la vision du chef l'Etat en rapport avec la gouvernance universitaire. Les étudiants de l'ISTAM sont également des étudiants de l'université de Maroua» a fait remarquer le recteur. D'après lui, les Instituts privés d'enseignement supérieur (IPES) constituent des partenaires de choix pour les universités d'Etat. La tutelle académique de l'Istam que son institution assure est la matérialisation de l'accompagnement du ministère de

l'enseignement supérieur. Car ils proposent des offres de formation de qualité, et de ce fait, répondent aux grands besoins de formation des diplômés camerounais. A l'instar des autres IPES du pays, l'institut supérieur des techniques appliquées et de management offre des formations professionnelles dans plusieurs domaines avec à la clé l'obtention d'un BTS, d'une Licence professionnelle ou d'un master professionnel. Selon le recteur, les diplômés obtenus à

l'université de Maroua et ceux obtenus à l'Istam se valent sur le marché de l'emploi. En faisant cette précision, le Pr Idrissou Alioum voulait ainsi rassurer les étudiants de l'Istam de la qualité de leur formation. «Les ordinateurs remis vont aider les étudiants à la fois dans leurs activités académiques, pédagogiques que dans leurs activités de recherche», a indiqué le recteur. Un avis partagé par Fadimatou Hamadou, bénéficiaire. Elle dit compter sur

l'ordinateur reçu pour booster ses travaux académiques. «Je n'avais pas cru que ça devrait être possible pour les étudiants de l'ISTAM. D'abord je voyais la remise des ordinateurs aux étudiants à la télé. Après ce sont les étudiants de Maroua qui en ont bénéficié. Malgré cela, je n'avais pas cru que ça sera aussi possible pour nous. Mais aujourd'hui c'est la réalité. Je pense que cet ordinateur va m'aider dans mes travaux académiques et de recherches», se réjouit-elle. Pour le promoteur de l'Istam, l'accompagnement de l'enseignement supérieur à travers l'université de Maroua dont il bénéficie, améliorera à coup, la qualité de la formation de ses étudiants. «L'impact des ordinateurs sera très important. Nous en sommes très contents. Aujourd'hui nous vivons dans un monde plus en plus numérique. Il faut aller sur internet, faire des recherches pour son travail. Donc, je pense que les ordinateurs remis aux étudiants vont leur permettre d'être connectés au monde entier. Et l'impact sera certainement de très bonne qualité» a apprécié Issa Hamandjoda. ■

PALAIS DES CONGRÈS. Il n'y a eu aucune perte en vie humaine. .

Le feu éteint le Sapef à Yaoundé

Par N.N

Le communiqué du Christophe Mien Zock, le

directeur général du palais des Congrès de Yaoundé est clair et rassure, à la suite de l'incendie qui s'est déclaré dans

l'un des halles de ce grand édifice, situé à Yaoundé. Dans sa correspondance, le DG des palais des congrès informe le public que ce jeudi 25 octobre 2018, aux environs de 8 heures 30 minutes, un incendie, vraisemblablement provoqué par un court-circuit électrique, s'est déclaré dans la Halle A située à la partie basse du Palais des Congrès. Les exposants du Salon pour la Promotion des Etudes Françaises (Sapef) présents sur les lieux, ont été évacués et aucune perte en vie humaine n'a été enregistrée. Les dégâts matériels sont importants du fait de la nature hautement inflammable des matériaux utilisés pour la construction de ce bâtiment, à savoir des parois en PVC et une toile en plastique en guise de toiture. Il tient par ailleurs à saluer la promptitude de la réaction et le professionnalisme des sapeurs-pompiers qui ont permis de limiter les dégâts. Les procédures administratives et techniques sont en cours pour déterminer la cause exacte de l'incendie ainsi que la valeur matérielle et financière des pertes enregistrées. Le directeur Général rassure enfin le public sur la fiabilité et la



Oh secours le feu...

sécurité des autres installations du Palais des Congrès qui restent opérationnelles et fonctionnelles. Ouvert le 23 octo-

bre dernier, le Sapef devait se fermer ce 25 octobre. Il l'a été, mais d'une manière particulière. ■

MAYO-MOSKOTA. 09 femmes enlevées à Tchebetchebé par Boko Haram

Par David Martin

Dans la journée du 21 octobre 2018, 09 femmes du village Vourzaka dans l'arrondissement de Mayo-Moskota ont été enlevées par Boko Haram. Selon des indiscretions, elles s'étaient rendues dans les envi-

rons de la localité de Tchebetchebé à la recherche d'insectes comestibles et c'est là qu'elles ont été kidnappées par les terroristes. «Quatre otages ont été libérés. Il n'en reste plus que cinq entre leurs mains», a indiqué une source sécuritaire locale. ■

L'oeil DU Sahel
Trihebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun
Autorisation N°00019/RDDJ/106/BASC
Siège : Yaoundé - Tél. : 243 57 99 11
E-mail : loeil@sahel100@yahoo.fr / loeil@sahel@gmail.com

Directeur de la Publication
GUIBAÏ GATAMA, Tél. : 699 92 32 70

Conseillers du Directeur de la Publication
David WENAI, Tél. : 699 92 32 71
Francis EBOA, Tél. : 699 10 48 45
ALKALI, Tél. : 699 83 33 06

Chargé de Mission
Juste Martial ZAMEDJO, Tél. : 697 20 12 05

Directeur de l'Édition
Damien KIDAH, Tél. : 675 24 99 59

Rédacteur en chef
GUIBAÏ GATAMA

Coordonnateur de la rédaction :
Yanick YEMGA, Tél. : 697 95 63 67

Coordonnateurs adjoint de la rédaction :
Nadine NDJOMO, Tél. : 697 20 80 82
Bertrand AYOSSI

Secrétaire de rédaction :
Francky Bertrand BENE, Tél. : 677 12 06 41

Chefs de Rubriques :
Politique et Actualité : Yanick YEMGA
Economie et Vie des entreprises :
Brice R. MBODIAM, Tél. : 696 63 06 63
Santé : Olive ATANGANA, Tél. : 699 36 43 03
Culture et Sport : EBAH ESSONGUE
SHABBA, Tél. : 696 07 75 24
Tribunal : Florette MANEDONG, Tél. : 694831773
Environnement : Jean AREGUEMA
Société : Bertrand AYOSSI
Reportage et Education : Nadine NDJOMO

Rédaction
Raoul GUIVANDA, Yvonne SALAMATOU,
Florette MANEDONG, Abdoulkarim
HAMADOU, Hamadou BAYAM, ABAKACHI,
Marie Lucie AYAKA.

Agence de l'Adamaoua
Chef d'Agence : Bertrand AYOSSI,
Tél. : 696 32 26 35

Agence de l'Extrême-Nord
Chef d'Agence : Jean AREGUEMA,
Tél. : 695 08 69 88

Agence du Nord
Chef d'Agence : David MARTIN,
Tél. : 675 41 73 50
Coordonnateur :
Innocent YOUNDA, Tél. : 655 74 18 42

Agence de Douala :
Chef d'Agence : ALKALI, Tél. : 699 83 33 06

Collaboration
Issa BATAN, Dominique M. MODO,
Douworé OUSMANE, LIKAMATA,
Aliou DJARIDA, WASKIRANG

Chroniqueurs
MOHAMADOU TALBA
BANA BARKA

Infographie
Damien KIDAH
Juste Martial ZAMEDJO

Caricatures
Jean Aimé ESSAMA (J@imes),
Tél. : 699 59 87 82

**Responsable des Abonnements
et de la maintenance :**
Lazare KALDAPA VETCHE, Tél. : 674 99 40 71

Responsables du suivi administratif :
Pierre Célestin OLINGA, Tél. : 674 58 86 30
Nadège BIMOGO, Tél. : 696 70 31 49

Imprimerie
MACACOS - Tél. : 679 06 32 39

RÉÉLECTION DE PAUL BIYA.**Ce que pense la classe politique du Nord**

Depuis la proclamation le 22 octobre 2018, des résultats de l'élection présidentielle du 07 octobre, et l'annonce de la victoire de Paul Biya avec un score de 71,28%, les réactions continuent d'affluer. Dans la région du Nord, si la classe politique a diversement apprécié le sixième

succès électoral du champion du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), elle est unanime concernant la préservation de la paix sociale.

Propos recueillis par Innocent-Blaise Youda

CÉLESTIN YANDAL, Maire Undp de Touboro et président de la Fédération Undp du Mayo-Rey.

«Il faut saluer le Conseil constitutionnel»

Nous avons naturellement pris acte de la proclamation des résultats par le Conseil constitutionnel. Vous êtes sans ignorer que notre formation politique soutenait la candidature du pré-

sident sortant. Nous ne pouvons donc qu'exprimer notre satisfaction pour sa réélection. Notre vœu c'est que cette élection, comme toutes les autres consultations électorales précédentes servent à consolider davantage la démocratie dans notre pays. Le dynamisme et l'énorme débauche d'énergie observé pendant le déroulement de cette élection présidentielle est à mon avis le signe que les populations s'intéressent de plus en plus à la politique. C'est est une bonne chose pour notre pays. Il reste maintenant que tous les acteurs impliqués dans la politique dans notre pays jouent leur rôle avec franchise et sincérité pour que

nous avançons dans ce secteur. Il faut également saluer le conseil constitutionnel qui était à sa première expérience en ce qui concerne l'élection présidentielle. Jusqu'ici elle n'a d'ailleurs eu à gérer que les élections sénatoriales. Ça n'a pas été facile comme on a pu le constater, mais nous formulons le vœu que cette élection serve de référence pour mieux aborder les prochaines consultations électorales. Pour ce qui est des résultats proprement dit, j'espère que maintenant que le président Paul Biya a été réélu, on va pouvoir assister à la réalisation concrète des projets énoncés durant cette campagne. ■

MAMOUDOU SANDA, maire Rdpc de Touroua et président de la section Rdpc Bénoué Sud-Ouest.

«Une grande leçon de démocratie»

L'élection présidentielle est un long processus qui se prépare. Et comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire dans votre journal, nous au niveau du Rdpc nous nous sommes préparé comme d'habitude pour avoir une prestation honorable à cette élection. Je suis heureux de savoir aujourd'hui que notre candidat est sorti grand vainqueur de cette élection. Le Conseil constitutionnel a rendu son verdict et la suite maintenant c'est la prestation de serment. Au final, je voudrais saluer la grande leçon de démocratie que les différents acteurs ont administrés au cours de cette élection.

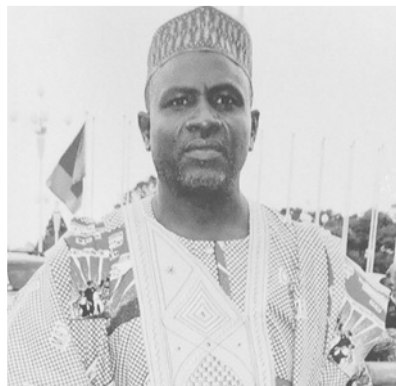
J'observe en ce moment une

agitation de certains acteurs qui ont pris part à cette élection qui tente de contester les résultats. Je dois préciser pour avoir personnellement coordonné la campagne du candidat Rdpc dans l'arrondissement de Touroua dans la Bénoué. L'opposition qui conteste notre victoire n'a qu'à s'en prendre à elle-même. Il faut qu'elle commence déjà par s'organiser avant de contester les élections. Dans la région du Nord précisément, on a vu le président de la commission régionale de supervision de la campagne du candidat Paul Biya, le lamido de Rey-Boua, Aboubakary Abdoulaye, se déployer personnellement sur le terrain pour présider plusieurs meetings. En plus, il a mis sur pied une stratégie de travail qui nous a permis sur le terrain de travailler avec efficacité. Il faut d'ailleurs saluer son dynamisme. Nous au Rdpc, on ne considère aucune élection comme gagnée d'avance, c'est pour ce que nous travaillons toujours très dur. Le résultat de Paul Biya aujourd'hui dans la région du Nord, plus de 80% est simplement le fruit de notre travail. ■

OUSSOUMANOU ABDOU, secrétaire régional de la fédération Mrc du Nord.

«Nous condamnons toutes sorte de violence»

L'élection présidentielle du 7 octobre dernier est à mon avis un scrutin scandaleux. Ce qui vient de se passer dans notre pays est inacceptable. Pour ce qui est de la région du Nord par exemple, le résultat qui a été attribué au Mouvement pour la renaissance du Cameroun est totalement faux. C'est un véritable scandale qui s'est passé. Je voudrais saluer ici tous les efforts et les moyens déployés par la hiérarchie du MRC pour faire comprendre l'injustice qui s'est passée. Vous avez vu la brillante prestation et les arguments solides que nos avocats ont présenté devant le conseil constitutionnel, même si en fin



de compte, on a bien que compris que cette instance avait déjà une position arrêtée. Elle a expressément refusé de revoir sa position malgré les arguments solides qu'on lui a présentée.

C'est une situation très grave.

Pour l'instant, nous nous conformons aux différentes démarches de la hiérarchie du parti pour la suite de ce processus. Naturellement, comme l'a préconisé notre président national le Pr Maurice Kamto, nous condamnons toutes sorte de violence parce que nous croyons aux urnes et nous estimons que nous obtiendrons notre victoire dans la paix et la sérénité. Ce qui se passe est extrêmement grave pour l'avenir de notre pays, il est urgent la vérité soit rétablie dans l'intérêt de tous les camerounais. ■

HAMADOU PETEL, vice-Président de la Section Ojrdpc Pitoa.

«De nombreux défis nous attendent»

Les populations de la région du Nord sont satisfaites par les résultats de l'élection présidentielle du 7 octobre dernier. Le résultat du candidat Paul Biya, candidat de la région du Nord est très honorable. Il obtient plus de 80% dans la région et dans chaque arrondissement il s'en tire avec pratiquement le même score. C'est la preuve que le candidat Paul Biya était le candidat du peuple. Nous sommes naturellement très satisfaits par le travail que nous avons abattu sur le terrain pour aboutir à ces résultats.

Je crois qu'il est désormais temps de passer au travail,

l'élection étant terminé. Nous souhaitons maintenant que les uns et les autres acceptent le verdict des urnes et qu'ensemble nous nous mettions au travail pour développer notre pays. De nombreux défis nous attendent, il y a également des grands rendez-vous en perspective, notamment la prochaine Coupe d'Afrique des nations. Au cours de ce grand événement la région du Nord est appelée à jouer sa partition et nous pensons que c'est le moment de s'y atteler chaque jour pour que notre



contribution à la réussite de ce grand événement soit plus qu'honorable. ■

JOSEPH ABOUBAKAR, responsable départemental du Fpd de la Bénoué.

«Beaucoup de choses reste encore à faire»

Ce qui vient de passer dans notre pays est un grave scandale. Je suis choqué par le simulacre d'élection qui vient de se dérouler. Nous avons vécu avec consternation des fraudes incroyables de la part de notre principal adversaire le Rdpc. Ce qui est encore plus gênant c'est que le candidat Paul Biya et son parti ont systématiquement bénéficié de la complicité d'Élections Cameroon supposé être l'organe neutre en charge de l'organisation du processus électoral. Autre complice de taille, ce sont les représentants de l'État qui se prennent systématiquement pour des militants du Rdpc.

Nous notons que ce qui vient de se passer est très grave pour l'avenir du Cameroun et surtout de sa jeunesse. On ne peut pas construire une nation avec des individus de ce type. C'est aussi la preuve que beaucoup de choses reste encore à faire pour



une formation solide des jeunes et des femmes en ce qui concerne la politique. Pour l'instant, nous sommes devant un fait accompli et nous ne devons que nous en prendre à nous-même. C'est nous qui devons avoir les solutions à nos problèmes, si nous avons été floué au cours de cette élection, nous ne pouvons que nous en prendre à nous. Cette élection était une grosse mascarade, un scandale prémédité. ■

PRÉSIDENTIELLE 2018. Le candidat de l'ADD ne termine que quatrième dans cette partie du pays.

La chute de Garga Haman Adji dans le Grand-Nord

Par Yanick Yemga et Jean Areguema

Garga Haman Adji, le candidat de l'Alliance pour la démocratie et le développement (ADD), se contente d'une quatrième place dans le Grand-Nord, à l'issue de la présidentielle du 07 octobre 2018. Le «chasseur de baleine» est largement distancé par le candidat du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), Paul Biya, vainqueur de ce scrutin avec 71,28% de suffrages valablement exprimés. Mais aussi et contre toute attente, par les candidats du parti Univers et du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) dans ce qui était jusque-là, son socle électoral. L'effondrement de l'ex-ministre de la Fonction publique est un véritable désastre, d'autant plus que Cabral Libii et Maurice Kamto qui le devançant, en plus de n'être pas du coin, se présentaient à cette élection pour la première fois.

Les résultats officiels de l'élection présidentielle proclamés le 22 octobre 2018 par le Conseil constitutionnel montrent le recul du président national de l'ADD dans les trois régions septentrionales qui sont pourtant réputées être son bastion électoral du fait de son appartenance à cette partie du pays. Cette situation prive Garga Haman Adji de son alibi favori. Ce dernier ne boudait en effet pas son plaisir avant ce cuisant échec, de rappeler à ses interlocuteurs qu'il a terminé en troisième position lors de la présidentielle du 09 octobre 2011, avec 155348 voix recueillies, soit 3,21 % de suffrages valablement exprimés.

Dans les régions de



Garga Haman Adji. C'est la fin?

l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord qui ont totalisé à elles seules 1 400 246 suffrages valablement exprimés, Garga Haman Adji n'en a obtenu que 31 479, soit 7,54%. Dans le détail, dans l'Adamaoua, Garga Haman Adji a obtenu 6801 voix sur 238 681 suffrages valablement exprimés, soit 2,85%. Dans le Nord, le candidat de l'ADD n'a obtenu que 10 422 voix sur les 357 376 suffrages valablement exprimés, soit 2,92%. Dans la région de l'Extrême-Nord, «le chasseur de baleine» s'est complètement noyé avec seulement 14 256 voix recueillies en sa faveur, soit 1,77%. Pire, même dans le Diamaré, son département d'origine, Garga Haman Adji n'a pas pu obtenir plus de 3% des suffrages valablement exprimés.

Pour le socio politiste le Pr Alawadi Zelao, le déclin de cet acteur politique de l'opposition

dans le Septentrion est la conséquence de l'immobilisme de son parti politique «Il y a plusieurs facteurs qui peuvent expliquer le recul assez sensible de Garga Haman Adji. Surtout dans la région de l'Extrême-Nord qui est sa région natale. Au sortir de cette élection, on constate que la première force de l'opposition dans la région de l'Extrême-Nord, c'est le MRC. Ce qui peut paraître assez étonnant dans la mesure où généralement, les gens mettent en avant le vote ethnique ou régional. Mais ici, ça n'a pas véritablement marché. S'il faut voir la manière dont Garga a fait la campagne, je pense qu'il ne s'est pas véritablement déployé auprès des électeurs», analyse-t-il.

Pour cet autre analyste qui s'est exprimé sous cape, le candidat de l'ADD a récolté le fruit de sa distance avec sa base. «Même dans son village natal à Makabay, sur cinq bureaux de vote, Garga

Haman Adji n'a gagné que dans un seul. C'est dire qu'il n'est pas en odeur de sainteté avec sa base et les populations. Ce cinglant déaveu de ses frères et sœurs convoque quand même une sérieuse réflexion sur ce qu'il représente réellement parmi les siens. Il ne faut pas oublier que Garga Haman Adji est difficilement sociable. C'est l'homme qui ramène tout à sa personne, qui connaît tout, qui est allergique à la contradiction...».

Au sein de son parti, les contre-performances issues de l'élection présidentielle inquiètent et interpellent à une remise en cause avant les futures échéances électorales. Joint au téléphone, le conseiller municipal de l'ADD à la commune de Maroua se réserve de commenter les piètres résultats obtenus par son parti. Toutefois, Aminou Ahmadou indique que «par rapport aux résultats de l'élection présidentielle de 2011, nous n'avons pas obtenus des bons résultats. Naturellement, cela ne peut nous réjouir. Particulièrement dans l'arrondissement de Maroua I, je n'ai pas été satisfait. Il y a eu beaucoup d'abstention. Contrairement à l'élection de 2011, beaucoup d'électeurs n'ont pas voté. Je ne sais pas à quoi cela est dû. Il n'y a que les électeurs eux-mêmes pour répondre à cette question».

LA CHUTE

Pour le Pr Alawadi Zelao, la chute de Garga Haman Adji dans le Grand-Nord n'est pas en réalité une surprise. «Face à des nouveaux acteurs comme Maurice Kamto et Cabral Libii, il était fort à parier que Garga Haman Adji qui ne s'est pas décarcassé dans le cadre de cette élection ne pouvait que faire

piètre figure. Vous avez vu la coalition qui s'est construite autour du candidat du Rdpc, notamment la coalition des acteurs politiques de l'opposition du Grand-Nord. Des acteurs tels qu'Issa Tchiroma Bakary, Bello Bouba Maïgari, Hamadou Moustapha et Dakolé Daïssala. Comme vous le savez, ces acteurs ont une assise non négligeable sur le terrain politique régional. Cette coalition autour de Paul Biya réduit considérablement un candidat de cette région qui allait à une élection», commente le Pr Alawadi Zelao. Ce dernier pense qu'au-delà du déclassement de Garga Haman Adji, c'est un message qui est ainsi envoyé à l'élite politique du Grand-Nord qui est généralement considérée comme une élite inamovible.

Au demeurant, cette mort politique de Garga Haman Adji était prévisible si l'on s'en tient à sa posture relativement à la présidentielle de 2018. Le leader de l'ADD semblait n'avoir pour seule vocation que de jouer le rôle de cheval de Troie dans les rangs de l'opposition en rendant impossible une coalition avec son parti politique. Ce rôle de figurant assumé, s'est du reste, vu lors de l'émission «100% présidentielle» diffusée sur les antennes de la Crtv, et au cours de laquelle, Garga Haman Adji refusait de critiquer le bilan de Paul Biya en imputant les échecs à «l'entourage du Président». Garga Haman Adji qui s'est fait privé d'un dernier baroud d'honneur à la hauteur de la stature d'homme politique de premier plan dont il se réclame, a d'une certaine façon retourné l'ascenseur à Paul Biya, son bienfaiteur au sens propre comme figuré. ■

RÉÉLECTION DE PAUL BIYA. A la fête du Rdpc, des voix s'élèvent dans l'opposition sur fond de déception.

Entre euphorie et désolation à Ngaoundéré



des militants du Rdpc. On a gagné

Par Bertrand Ayissi

Jusqu'au 23 octobre dernier, des caravanes pédestres et motorisées ont sillonné la ville de Ngaoundéré. A l'aide de fanfares, klaxons, sous l'encadrement de la police, des militants du Rdpc ont tenu à célébrer la victoire de Paul Biya. Déjà la veille, El hadj Issa Younoussa alias Issa Maroua, homme d'affaires et bras droit du patriarche El Hadj Mohamadou Abbo Ousmanou plus connu sous le diminutif Alhadji Abbo, a mani-

festé une joie débordante à Ngaoundéré. A la suite de la proclamation des résultats de l'élection présidentielle du 07 octobre dernier, il s'est trémoussé au domicile de son mentor au quartier Haut-Plateaux le 22 octobre dernier. Car Paul Biya venait alors d'être réélu avec 71,28% comme président de la République du Cameroun. Cet événement, Issa Maroua, par ailleurs membre du comité central du Rdpc, l'a aussi célébré chez Abbo Bello, président de la section Rdpc Vina Sud 1 A.

L'Adamaoua aura contribué à cette réélection, avec 79,77% en faveur de Paul Biya. La Vina, bastion politique de bon nombre de barons du Rdpc, s'est cependant classée dernière, avec un suffrage de 73,92% en faveur de Paul Biya. Des pourcentages bien décalés de la promesse de vote à 100% faite au candidat du Rdpc, qui font dire à certains cadres du parti qu'une «remobilisation absolue des militants» est nécessaire pour les échéances électorales prochaines.

La fête du Rdpc dans l'Adamaoua, se traduit en «reconnaissance de défaite», même déguisée, des partis de l'opposition. «On se soumet à la décision du Conseil constitutionnel et on se prépare pour les élections municipales et législatives de 2019. Le président Kamto a certes relevé qu'il y a eu des fraudes pour l'élection du 07 octobre dernier. S'il y avait des voies de recours après la décision de ce Conseil, on allait les utiliser. Hélas», a confié Me Kassiya, président régional du MRC dans l'Adamaoua.

Au sein du parti Univers dans l'Adamaoua, il y a comme un vent de déception qui souffle. Ce, à la suite des déclarations du capitaine opération Prosper Nkou Mvondo et du candidat Cabral Libii, après la

proclamation des résultats par le Conseil constitutionnel. «Le candidat du parti Univers, Cabral Libii, s'en tire avec 6,28% des suffrages. Nous sommes vaincus que ce résultat est loin d'être la traduction exacte de la volonté des Camerounais qui, dans leur grande majorité, aspirent tous à un changement profond du régime politique gouvernant. Aux militants et sympathisants du parti Univers, à tous ces électeurs qui ont porté leur choix sur le candidat Cabral Libii, le parti Univers vous dit grandement merci. Nous avons perdu la bataille de l'élection présidentielle, mais pas la guerre pour le changement politique au Cameroun. Le prochain champ de bataille se trouve être les élections municipales et législatives prévues dans quelques mois seulement. Avec le Mouvement 11 millions de citoyens, inscrivons-nous sur les listes électorales dès le 2 janvier 2019», a déclaré Prosper Nkou Mvondo, non sans formuler le vœu que Dieu Tout-puissant aide Paul Biya «à conduire le Cameroun vers une transition pacifique et véritablement démocratique».

Cabral Libii, lui-même, a pris acte de la victoire de Paul Biya. «C'est l'opposition qui a gagné cette élection. Mais comme je

l'avais dit avant l'élection, je ne suis pas à mesure de le prouver... On est toujours prêt à travailler pour construire son pays, tant que les conditions d'un travail constructif sont mises en place... Je n'exclurai jamais de travailler pour construire mon pays», a-t-il confié lors d'un échange avec une journaliste de BBC. Des propos jugés controversés par certains militants du parti Univers. «On voit bien que le Pr Nkou Mvondo et Cabral Libii sont en train de se positionner, même s'ils ne le disent pas clairement. C'est le drame de nos partis politiques au Cameroun. Mais j'essaie encore de me convaincre qu'il ne s'agit pas de ça, et que nous allons vraiment batailler pour les élections de 2019», a soufflé sous strict anonymat un militant d'Univers à Ngaoundéré.

En tout cas, dans la mouvance festive du Rdpc à Ngaoundéré, ponctuée par des manifestations à domicile et dans les rues, des leaders de l'opposition font montre d'un certain fair-play. «Félicitations au vainqueur : S E Paul Biya. Place aux opportunistes», a écrit Aboubakat Sabat, soutien de Cabral Libii et cadre de l'Undp dans le Mbéré, sur sa page Facebook. ■

LOKOTI. Gabriel Kemmo Keleko a subi la furie des parents qui l'accusent d'être à l'origine des trances de leurs enfants.

Le censeur du lycée échappe à la mort

Par Francis Eboa

Ce jeudi 18 octobre 2018, l'ambiance était électrique au lycée de Lokoti. Après que quatre élèves filles sont tombées en transe. «*Tout ce que je peux vous dire c'est que, ces filles sont revenues de l'hôpital en criant le nom du censeur. A un temps record les parents ont envahi l'établissement. Ils ont rué le censeur de coups de poings et de pierres. Même nos élèves se sont mis en exergue. La situation était vraiment effroyable. C'est un ancien élève du lycée aujourd'hui moto taximan qui a réussi à le transporter sur sa moto pour le camp des militaires*», raconte un enseignant du lycée de Lokoti témoin de la scène.

Le proviseur dudit établissement, Mohamadou Toukour, qui a également vécu la scène, avoue que la situation était vraiment tendue. «*C'était vraiment grave ce jour-là au lycée. J'ai saisi immédiatement le sous-préfet de Méiganga qui est aussitôt descendu sur le terrain. Il a tenu une réunion publique avec les parents, enseignants et élèves pour ramener le calme. Dieu merci que la présence du sous-préfet a fait baisser la tension. Le lundi 22 octobre 2018, le lamido de Lokoti s'est rendu au lycée. Il a discuté avec tout le monde dans le sens d'apaiser la situation. Il a d'ailleurs fait une prière œcuménique en*



Le lycée de Lokoti. Désert?

présence des parents. Juste après cette prière, les élèves sont entrés en classe y compris les filles qui étaient tombées. Actuellement, les cours se déroulent normalement au lycée de Lokoti», rassure le proviseur. En effet, le phénomène des trances dans ce lycée situé dans l'arrondissement de Méiganga dans le Mbéré région de l'Adamaoua devient récurrent. Pour cette rentrée académique 2018 – 2019, on parle déjà de 15 cas enregistrés. «*Cette situation perdure depuis l'année dernière. Lors de ma descente jeudi dernier*

lorsqu'on m'a signalé que les parents en furie ont envahi le lycée et que le censeur se faisait molester, j'ai tenu une rencontre avec les parents, les enseignants ainsi que les élèves, question de ramener le calme dans cet établissement. J'ai demandé au commandant de brigade d'entendre le censeur en question et les élèves concernés. Vous savez que ce phénomène de transe, on n'arrive pas à l'expliquer scientifiquement. Ce censeur exerce dans cet établissement depuis 10 ans. Je suis en train de proposer à la hiérarchie d'envisa-

ger sa mutation pour sa propre sécurité ainsi que celle de sa famille», fait savoir Elvis Marigoh, sous-préfet de Méiganga.

Selon les propos du censeur victime pris à partie par les parents d'élèves, il s'agit tout simplement d'un règlement de compte. «*C'est un marabout qui aurait monté une petite fille avec le président de l'Association des parents d'élèves et des enseignants (Apee). En réalité, j'ai eu un problème au quartier avec ce marabout. Il avait cassé ma maison pendant les vacances*

et volé mon matelas et mon téléphone. J'ai porté plainte et il a pris l'engagement de me rembourser. Bien après il a promis de me faire partir de ce village. Jeudi dernier donc, il est venu avec le président de l'Apee au lycée suivis des autres parents d'élèves. Ils m'ont roué de coups de poings, les élèves aussi. Ils disaient que je suis à l'origine du phénomène des trances ici au lycée», raconte Gabriel Kemmo Keleko, censeur du lycée de Lokoti. Et à la victime d'ajouter ; «*C'est un ancien élève du lycée qui est aujourd'hui moto taximan qui m'a sauvé la vie, car il est arrivé avec sa moto et m'a transporté pour le camp des militaires de la Brigade d'Infanterie Motorisée (Brim). J'ai passé 3h de temps au camp des militaires. C'est quand le sous-préfet est arrivé qu'il a demandé qu'on m'amène à Méiganga. Entre temps, les gens sont allés tout casser chez moi, ainsi que mon petit bar où ils ont commencé à tout vandaliser. Le sous-préfet a ordonné aux gendarmes d'aller sécuriser mon domicile»,* précise Gabriel Kemmo Keleko. Si les élèves concernés ont repris le chemin de l'école, ce n'est pas encore le cas du censeur Gabriel Kemmo Keleko, qui poursuit encore les soins à l'hôpital de Méiganga, ville où il séjourne désormais avec toute sa famille. ■

ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES/ADAMAOUA. La mesure vise à amener les élèves à aimer l'école.

Le délégué interdit le renvoi des élèves aux heures de cours



Mathias Assana, délégué régional des Enseignements secondaires dans l'Adamaoua.

Par Bertrand Ayissi

Le nouveau délégué régional des Enseignements secondaires de l'Adamaoua, entend imprimer sa marque. A travers une approche inclusive et pédagogique, Mathias Assana

a d'emblée choisi de mettre un terme à une pratique bien connue dans les établissements : le renvoi des élèves aux heures de cours pour mauvaises coiffures, tenues non conformes, retards, absences au service de nettoyage, inso-

lences, etc. «*Il m'a été donné de constater la présence des élèves dans les rues pendant les heures des classes sous prétexte d'être renvoyés pour une raison ou pour une autre. En vue de mettre fin à cette situation désagréable et de rendre l'école attrayante, j'ai l'honneur de vous inviter à mettre en garde vos collaborateurs véreux, spécialisés dans cette pratique qui, non seulement prive les élèves des cours, mais en même temps, augmente les heures d'absences, entraînant des exclusions massives en fin d'année ; d'où une forte demande de recrutement à la rentrée. Ces sollicitations des places sont d'ailleurs des facteurs exposant aux actes de corruption et/ou d'arnaque en début d'année scolaire»,* a écrit le délégué régional dans une correspondance du 11 octobre dernier, adressée aux chefs d'établissements et aux délégués départementaux. Et

d'instruire de : «*appliquer les sanctions n'ayant aucun impact négatif sur la fréquentation des apprenants, mais plutôt leur permettant d'adopter une attitude sérieuse pour les études et non celle de rejet.*

La mesure est évidemment saluée par de nombreux parents de la région de l'Adamaoua. Car plus d'une fois, certains ont décrié les décisions «*dures*» des chefs d'établissements. «*Il y a des proviseurs et directeurs de CES qui ont fait de l'exclusion des élèves un business. Evidemment, l'enfant peut être indiscipliné, mais quand on le renvoie à la maison alors qu'il est doit être à l'école, il est exposé à d'autres fléaux. C'est généralement le parent qui subit parce qu'en cas d'exclusion, certains responsables ne passent pas par quatre chemins pour vous dire qu'il faut payer pour qu'on réintègre*

votre enfant dans un établissement. Et la pratique prospère parce que les transactions se font sans pièces justificatives et le parent veut voir sa progéniture éduquée», croit savoir Mohamadou Sali, parent d'élève à Ngaoundéré. En tout cas, la décision du délégué régional des Enseignements secondaires vient rappeler un le cas du lycée de Burkina à Ngaoundéré, qui a connu des «*exclusions massives*» sous divers motifs, au cours de l'année scolaire 2016-2017. Une situation qui avait ouvert une brèche à toute sorte d'interprétations, mettant en conflit le proviseur dudit établissement, Youssoufa Hamidou Dandjouma, avec certains parents. La mesure du délégué régional vient ainsi épouser une des visées de la zone d'éducation prioritaire dans laquelle se classe l'Adamaoua : conduire les enfants à l'école quel que soit leur âge. ■

EMPRUNT OBLIGATAIRE. Ils serviront à finaliser les infrastructures de la CAN, des projets routiers, et à équiper la Semry, la Sodecoton et l'ENS de Maroua.

Des financements de 26,7 milliards FCFA en vue pour le Grand-Nord

Par Brice R. Mbodiam

Du 29 octobre 2018 au 9 novembre 2018, les détenteurs d'une épargne, que ce soient des particuliers ou des entreprises, sont invités à souscrire à un nouvel emprunt obligataire de 150 milliards de francs Cfa, que va lancer le gouvernement camerounais. L'enveloppe à mobiliser servira à financer une quarantaine de projets en cours dans les 10 régions du pays. Selon la note d'information relative à ce nouvel appel de fonds du gouvernement, 26,7 milliards de francs Cfa, soit un peu plus de 15% de l'enveloppe globale sollicitée, seront affectés à des projets en cours dans les trois régions du Grand-Nord.

La seule région du Nord s'en tirera avec 20,5 milliards de francs Cfa, dont 500 millions de francs au titre d'appui à la rénovation des équipements de la Sodecoton, le mastodonte de l'agro-industrie dans la partie septentrionale du Cameroun. Le reste de l'enveloppe, soit 20 milliards de francs Cfa, est essentiellement destiné à finaliser certaines infrastructures de la Coupe d'Afrique des Nations de football, que le Cameroun accueillera entre juin et juillet 2019, et dont l'une des poules sera basée dans la ville de Garoua. Dans le détail, renseigne la note d'information du gouvernement, une enveloppe de 8 milliards de francs Cfa sera affectée à la réhabilitation du stade de Roumde-Adja et ses voies d'accès, contre 12 milliards de francs Cfa pour la réhabilitation de quatre stades d'entraînement. Soit 3 milliards de francs Cfa pour chacun des stades annexe de Roumde-Adja, Cenajes, centre d'entraînement de Coton Sports et Poumpoumré.

Cette dotation financière devrait faire beaucoup de bien à la société Prime Potomac, qui conduit les travaux sur certains des stades d'entraînement sus-cités. En effet, cette entreprise a récemment fait face à des mouvements d'humeur de ses employés et de ses sous-traitants, qui tenaient ainsi à manifester leur mécontentement face à la difficulté pour Prime Potomac de respecter ses engagements contractuels et salariaux. L'entreprise, elle, avait alors invoqué des tensions de trésorerie, du fait du non-paiement des décomptes par le Trésor public.

DES INTÉRÊTS DE 5,6%

Dans la région de l'Extrême-Nord, les projets routiers en cours, la Semry et



Infrastructures de la CAN à Garoua. A financer par l'emprunt obligataire.

l'ENS de Maroua, seront les grands bénéficiaires du nouvel emprunt obligataire de l'Etat. Au total, apprend-on, 5,7 milliards de francs Cfa seront affectés à cette région. Concrètement, 2 milliards de francs Cfa iront au financement des travaux de réhabilitation des routes Mora-Dabanga-Kousseri et Maroua-Mora, à raison d'un milliard pour chacun des projets. Une enveloppe de 2,7 milliards de francs Cfa sera affectée à la finalisation des travaux de construction de l'ENS de Maroua, tandis que la Semry s'en tirera avec un milliard de francs Cfa, pour la rénovation

de ses équipements de production. Le petit poucet du nouvel emprunt obligataire de l'Etat dans le Septentrion est la région de l'Adamaoua, qui ne recevra qu'un milliard de francs Cfa, dans le cadre des travaux de construction du barrage de Bini à Warak, d'une capacité de production de 75 MW d'énergie électrique.

Au demeurant, afin de rendre effective la mobilisation des financements susmentionnés, le gouvernement camerounais poursuit ce 26 octobre 2018 à Douala, son opération de charme en direction des investisseurs

locaux, à l'effet de les inciter à souscrire à cet emprunt obligataire (ou appel public à l'épargne), qui sera lancé à la Bourse des valeurs mobilières de Douala (DSX). C'est par Yaoundé, la capitale, que le gouvernement a lancé, le 25 octobre dernier, cette série de rencontres avec les investisseurs, afin de s'assurer que l'enveloppe de 150 milliards de francs Cfa sollicitée sera effectivement mobilisée.

Pour parvenir à cette fin, l'Etat du Cameroun s'est entouré d'un consortium d'arrangeurs, chargé de placer auprès des particuliers, entre-

prises et autres investisseurs institutionnels, les titres publics devant permettre de réunir les financements sollicités. Ce consortium est formé par les banques Société Générale Cameroun, Afriland First Bank et EDC Investment Corporation, la branche du groupe Ecobank spécialisée dans l'investissement. Selon les conditions fixées par le gouvernement et validées par la Commission des marchés financiers (Cmf), les souscripteurs à cet appel public à l'épargne seront remboursés au bout de 5 ans (c'est-à-dire en 2023), avec des intérêts de 5,6% du montant souscrit. ■

L'emprunt obligataire en français facile

Par BRM

L'emprunt obligataire encore appelé appel public à l'épargne, est un mécanisme qui permet à une institution ou à un Etat de solliciter des financements auprès du grand public (entreprises ou particuliers), afin de réaliser des projets. Ceux qui mettent leur épargne (encore appelés souscripteurs, investisseurs ou prêteurs) à la disposition de l'emprunteur (l'Etat dans le cas d'espèce), recevront au terme de la période de maturité (5 ans dans le cas d'espèce), le remboursement intégral du montant prêté, plus des intérêts (5,6% dans le cas d'espèce) sur lesquels les impôts ne sont pas prélevés.

L'emprunt obligataire est généralement piloté par des experts de la finance, notamment les banques, généralement appelés «arrangeurs» (SG Cameroun, Afriland et EDC Investment dans le cas d'espèces). Ces arrangeurs recrutent également d'autres banques qui constituent le syndicat de placement. C'est uniquement auprès de ces intermédiaires (arrangeurs et membres du syndicat de placement) que les particuliers, entreprises et institutions désirant souscrire à l'emprunt obligataire doivent s'adresser, pour verser de l'argent et recevoir en contrepartie un document attestant de leur souscription (titres de créance).

La réglementation exige que l'emprunteur produise une note d'information dans laquelle il explique aux potentiels investisseurs ou souscripteurs, l'utilisation des financements qui seront mis à sa disposition. Afin de s'assurer que l'argent mis à disposition par les prêteurs leur sera remboursés à la fin de la période de maturité de l'appel public à l'épargne, le prêteur ouvre dans les livres de la BEAC, un compte séquestre dans lequel il est obligé de déposer chaque mois l'argent correspondant au remboursement des investisseurs. L'effectivité des dépôts est vérifiée non seulement par la Commission des marchés financiers, mais également par la masse des

obligataires, qui est l'association généralement mise en place par les prêteurs, pour s'assurer de ce que l'emprunteur respecte ses engagements.

Depuis 2011, c'est le 5ème emprunt obligataire que s'apprête à lancer l'Etat du Cameroun. Les quatre premières opérations se sont déroulées sans heurts, le Trésor public n'ayant jamais failli au remboursement des fonds empruntés auprès du grand-public. De nombreux souscripteurs à ces emprunts obligataires viennent souvent des pays étrangers, au regard des garanties de sécurité et de fiabilité qui entourent ces opérations de levées de fonds. ■

PAUL-AARONS NGOMO, universitaire.

Admiration pour Fabien Eboussi Boulaga

Débarquant à l'Université de Yaoundé pour y entamer des études de philosophie alors que la seconde moitié des années 80 couvrait une ère de chambardements décisifs, je savais, par anticipation, que des figures illustres officiaient en ce lieu. Dans le petit monde des sciences humaines, Fabien Eboussi Boulaga faisait partie des références incontournables. Pour ma génération, son nom évoquait surtout un livre connu, rarement exploré : *La Crise du Muntu*. Ceux d'entre nous qui s'y frottèrent en sortirent interloqués, assurés d'en avoir manqué les ressorts essentiels, convaincus qu'on ne lit pas Fabien Eboussi Boulaga impunément. La tâche était bien au-delà des néophytes que nous étions alors. Mais on savait, par sa réputation, que son auteur était d'un calibre d'exception. Rien de cela ne transpirait pourtant sous ses dehors austères. Sa mise de tous les jours était celle du tout-venant : pas de veste, ni cravate, une paire de brodequins, quasiment toujours la même. Autant le dire, son apparence confortait tous les préjugés que le sens commun répand au sujet des philosophes. Tel fut, du premier abord, l'homme, ainsi qu'il se donna au regard : ascète, le pas leste, semblant toujours pressé.

Il n'avait alors rien de l'intellectuel qu'on a fait de lui dans un pays en quête de figures sacrificielles. Au fil des ans et des cours, le philosophe s'est donné à voir, dans l'éclat de sa manière d'être, lucide, précis, sans concessions dans l'évaluation des performances. Il parlait sans circonlocutions, comme si transmettre était une autre façon de se révéler, de se donner, dans la simplicité de gestes par lesquelles l'on enseigne comme on est, comme on vit, comme si un genre de vie était, tout entier, contenu dans sa pratique pédagogique. Au bout de quatre années d'enseignements et de fréquentations, l'homme m'est apparu tel qu'il s'est manifesté aux yeux du grand public au début des années 1990, quand sa plume acerbe de chroniqueur lui vaudra l'admiration de quelques-uns et les foudres des puissances de la cité.

Aux yeux de ses contemporains, ses interventions incisives passaient pour une inacceptable impertinence. Dans une «université en uniforme» (Eboussi Boulaga) où les forces de l'ordre patrouillent en permanence, le temps vire vite aux clarifications. Quand l'université s'embrace, je suis du nombre des étudiants qui subissent la violence des ratonnades et des crosses de fusil. L'on imagine alors qu'un des braves pontifes au verbe truculent joindrait enfin la parole au geste, pour donner un sens aux pompeuses



psalmodies sur l'engagement philosophique et la responsabilité du philosophe dans la cité débitée, à peu de frais, par ceux qui se croient révolutionnaires parce qu'ils citent Marx. Tout ce beau monde posera ses valises dans les tranchées du parti au pouvoir avec des fortunes diverses. Fabien Eboussi Boulaga fera le chemin inverse en optant d'agir et penser en dissident interne. Pour sa peine, il recevra une menaçante demande d'explication le sommant de clarifier les motivations au fondement d'écrits perçus en haut lieu comme gestes d'insubordination.

Le corps du délit ? Commettre des chroniques qu'on disait contrevenir aux exigences du devoir de réserve. Dans le système fonctionnaire, penser librement est un tort, une irrévérence lèse-majesté qui entraîne une vigoureuse mise au pas. Le répertoire disciplinaire déployé contre lui n'y fera rien. Fabien Eboussi Boulaga deviendra ainsi, à corps défendant, un «*paria conscient*», simplement pour avoir pris au sérieux ce que vivre politiquement, en tant que citoyen, veut dire, dans une cité livrée à la brutale tutelle de ceux qui imposent leur régime contestable de vérité au plus grand nombre. J'imagine les privations acceptées, assumées, les frustrations, mais aussi la résolue détermination d'un homme qui a simplement voulu prendre la vie civique au sérieux.

Contemporain et témoin de ces rudes tracasseries, mon souvenir de Fabien Eboussi Boulaga s'est forgé dans une observation participante qui m'a permis de déceler l'inséparable lien entre la vie philosophique et la vie civique dans sa pratique théorique.

Il aura été dans la cité ce qu'il fut comme maître dans l'amphithéâtre. Chacune de ses

postures impliquait l'autre, en une cohérence qui en révèle la subtile identité morale. En voici la maxime : «*Pour résister triomphalement au mal, à la violence de principe érigée en méthode de gestion et de gouvernement, il faut en payer le prix. Il a un seul nom : la cohérence*». Si dire c'est aussi faire, l'action ne manifeste la vérité intrinsèque de ce que chacun est, face à soi-même, loin de l'hypocrisie stratégique qui est paradoxalement un hommage indirect du vice à la vertu que lorsque la parole se joint au geste. L'unité de la parole et du geste requiert, comme sa clause initiale, la «*force des principes*». Ainsi, souligne Fabien Eboussi Boulaga, «*Quand on fait appel aux principes, il faut gager sur leur force, peser de toute son énergie, de son intelligence, de son imagination et de sa créativité pour qu'ils deviennent efficaces et s'inscrivent dans les institutions, les lois et les procédures, dans des convictions et des comportements résolus*».

Le privilège de l'avoir eu comme enseignant et mentor, puis d'entretenir au fil des ans une correspondance avec lui m'a offert l'occasion de saisir la portée normative d'une attitude dans la cité demeurée constante tout au long des trente dernières années de sa vie. Dans les rangs de ceux qu'agaçaient ses interventions, l'on a cru y déceler une soudaine fièvre politique attisée par un appétit de gloire personnelle dont sont coutumiers les intellectuels en quête d'héroïsme facile. Quelques cyniques procureurs aux mobiles transparents ont cru donner le change en suggérant l'hypothèse d'une césure regrettable entre le penseur rigoureux et le chroniqueur politique. Cette imaginaire ligne de démarcation est supposée distinguer le philosophe rigoureux de l'idéologue au ser-

vice de causes politiques insurrectionnelles. Ils sont en effet nombreux à avoir imaginé Fabien Eboussi Boulaga sous les traits d'un opportuniste en quête d'un de ces postes qui, en cas de victoire du camp choisi, assurent des rentes lucratives aux heureux bénéficiaires d'un décret administratif. L'audace critique des années 90 et le soutien électoral de l'union pour le changement - la coalition électorale conduite par John Fru Ndi n'aurait ainsi été qu'un astucieux pari dans l'expectative d'une récompense. L'idée est, bien entendu, saugrenue. Il suffit, pour s'en persuader, de prendre acte du lieu d'énonciation et des affinités politiques de ces puériles sentences. Les lieux d'où l'on parle sont aussi importants que ce qu'on y dit.

En manière d'édification, souvenons-nous de Fabien d'Eboussi Boulaga interpellant les opportunistes obsédés par la course aux magistratures publiques dépouillées de tout pouvoir utile à la communauté : «*Vous siégez au Parlement. Qu'allez-vous y gagner ? Vous aurez de plantureuses indemnités, des avantages, des facilités et des licences pour «les affaires». Vous serez à l'abri de vos créanciers et des tribunaux, l'immunité parlementaire étant synonyme d'impunité. Je doute que votre nom puisse être associé à une loi mémorable par son audace et les effets bénéfiques de son application effective*». Le rappel est utile : il met en lumière ce qu'implique une passion pour les affaires de la cité quand elle ne procède pas d'une éthique transactionnelle qui déprécie la vie civique en la ravalant à la condition d'un troc où la moindre action est entreprise dans l'optique d'une gratification.

On se tromperait également en imaginant Fabien Eboussi Boulaga sous les traits d'un «*philosophe engagé*» au sens où l'entendent ceux qui prétendent éclairer l'opinion. Paulin Hountondji rappelle qu'on surestimerait la philosophie si l'on espère d'elle «*qu'elle prescrive d'elle-même, et par elle-même, des orientations, des options, des choix politiques. Chaque fois qu'elle s'y est essayée, elle a toujours échoué*». Il y a, rappelle Hountondji, «*philosophe et philosophe. Il y a celui qui se prend au sérieux et devient très vite un donneur de leçons grandiloquent et verbeux. Mais le vrai philosophe est forcément plus modeste. Il sait que sa formation de philosophe ne le prépare pas mieux que d'autres à gouverner ou à gérer les affaires de la cité*».

La seconde voie correspond à l'usage de la raison critique que Fabien Eboussi Boulaga a su efficacement mettre en œuvre. Loin des prétentions des idéologues en quête de gratifi-

cations et de reconnaissance, son action fut, avant tout, celle d'un citoyen, sans la caution d'un statut ou d'une profession. Il n'a, du reste, jamais fait mystère de ce qu'il tenait pour l'enjeu de son inlassable critique du politique : «*Je caractérise ma pratique comme une façon de participer à la conversation commune et aux «débats citoyens». Je participe à la conversation générale, persuadé que la philosophie n'a pas d'objet spécifique ou propre. Elle est dans la manière d'ouvrir les questions et les opinions des autres et de soi-même à l'échange, à la confrontation, à l'interaction et à l'œuvre commune de la production, de la protection, de la promotion et de la diffusion de l'humain*».

On s'en convaincrait sans peine en revisitant l'ensemble de ses écrits. On découvrirait qu'ils sont, pour ainsi dire, politiques de part en part, travaillés et traversés par la même inquiétude, celle du souci du temps, loin de la tentation d'énoncer la vérité dernière sur ce que doit être le monde. Tel fut le maître croisé à l'université, celui qui me gratifia du privilège de profiter de sa sève nourricière. Sur les chemins de la vie, il m'arriva parfois l'agréable aventure de le retrouver sous divers cieux, à Cotonou, Abidjan, Dallas au Texas, ou à Paris. Partout, j'ai revu le même homme : disponible, généreux de son temps, toujours affable, sans trace de complaisance ou de condescendance, rappelant sans cesse tel ou tel événement, insistant notamment sur l'urgence d'en penser les termes. Et c'est cela, justement, qu'il aura été : un penseur de l'événement. De l'amphithéâtre à la cité, il resta invariablement attentif aux murmures du temps, à ses interpellations, prenant le risque de se tromper, sans jamais cesser de participer à la construction d'un monde commun. Il s'agissait, pour Fabien Eboussi Boulaga, comme pour d'autres, de s'atteler au «*déchiffrement d'une expérience que l'on croit commune*».

Par son effort, le Muntu est devenu une catégorie philosophique dont la condition dans le monde demeure à (re) penser. Je l'imagine, au seuil du dernier souffle, revisitant ce qu'aura été sa vie, insistant, comme dans le dernier paragraphe de *Christianisme sans fétiche*, que «*l'important n'est pas d'être ceci ou de ne pas croire cela. Seule vaut la manière de n'être point ou de ne pas croire*». C'est précisément par sa manière d'être, de croire ou de ne pas croire, que Fabien Eboussi Boulaga est devenu, pour des générations d'étudiants, au Cameroun, et ailleurs, un avènement majeur. ■

YAOUNDÉ.

Comment les Nordistes valorisent leur art culinaire



Par Marie Lucie Ayaka

Les ressortissants des régions septentrionales vivants à Yaoundé n'ont aucune peine à se procurer les denrées alimentaires qui viennent de leur Grand-Nord. Des légumes frais et secs comme du «lalo», le «tasba», le «foléré», le baobab, les haricots communément appelées le «niébé», le «bas-kodjé» sont vendus dans des marchés. Sur les étals de ces marchés, on retrouve aussi du poisson fumé et sec, à l'instar du «kouroungou», «alindangai», le «paraoré»... et d'autres produits comme le tamarin, le sésame, les produits de la pharmacopée traditionnelle. Tous ces produits sont prisés par les ressortissants du Grand-Nord. En cette fin d'après-midi du 21 octobre 2018, Bintou la trentaine, a les gestes pressés. Et pour cause, elle cherche à attirer l'attention des potentiels et finir sa marchandise. «Il faut que je fasse vite, quitte à tout liquider», tranche-t-elle en laissant dessiner sur son visage, un léger sourire. Malgré toutes ses tentatives, elle n'y arrive pas. Et elle n'est pas la seule dans cette situation. C'est que dans ce marché de l'arrondissement de Yaoundé 5, les petites affaires se font entre 6 et 12h. Les va et vient son incessants. Tout comme les cris, les disputes, les échanges sur qui achètent quoi à combien et pourquoi. Et dimanche, comme c'est le cas cette journée est jour de marché.

«C'est un peu une réplique des marchés périodiques chez nous, au village», lance Aminatou, revendeuse qui échange parallèlement avec une potentielle cliente, qui vient pour la première fois. «Nous n'avons pas de la peine à trouver des aliments de chez nous ici à Yaoundé. Cela fait notre fierté. Ce marché offre également l'occasion de nous retrouver entre frères et sœurs de la même région, du même département ou du même village. Il y a toujours un lien que nous tissons quand on vient ici à Melen. On parle nos langues vernaculaires, du toupouri, guiziga, mofou, mafa...et en fulfude cette langue qui nous unis tous. Vous constaterez aussi que toutes les vendeuses d'ici ne sont pas toujours originaires du Grand Nord. Il y en a qui sont sudistes, il y en a

aussi qui ont épousé des hommes de chez nous. Je vous assure que c'est aussi cela le vivre ensemble. Le dimanche ici est jour de marché et je profite de l'occasion pour faire le marché du mois» commente Bintou, une cliente rencontrée au marché de Melen.

A 100 FCfa de là, en taxi, c'est la même effervescence qui se fait ressentir au marché Mokolo, précisément au lieu-dit Elobi. Ici, la plupart des marchandises exposées et proposées aux clients sont en majorité conservées dans des sacs. Les autres, moins importants, sont donnés aux enfants et sont rangées dans des plateaux. Et ce sont ces dernières qui constituent la plus grosse source de bénéfice de ces femmes venues du Sahel. Dans leurs besaces, on retrouve des légumes frais, qui coûtent entre 100 et 200 FCfa. Le prix étant tributaire de la grosseur de chaque paquet. Quant aux tas de poissons secs et fumés, ils sont vendus entre 250 et 5.000 FCfa. Les petits sachets de légumes secs coûtent 100 et 200 FCfa. Les feuilles et fruits de Moringa se vendent comme de petit pain. «Depuis 10 ans, je fais le commerce des légumes secs de toutes sortes ici au marché Mokolo. Cela me permet de réaliser des recettes de 6.000 FCfa par jours quand tout va bien. Il y a des jours où nous ne vendons presque rien mais c'est aussi cela le commerce. Cet argent me permet d'envoyer mes enfants à l'école et de m'occuper de ma famille vu que je joue à la fois le rôle de la mère et du père, puisque mon époux ne travaille pas» explique Asta, vendeuse au marché Mokolo.

RAVITAILLEMENT

D'après ces revendeuses qu'on retrouve aussi à Nsam et Ekounou, les marchandises qu'elles proposent à leurs «frères du villages» proviennent pour la grande majorité des cas, du Grand-Nord. Et la plupart des grossistes se ravitaillent au marché Mokolo. Waygai, qui fait dans la vente des légumes secs confie qu'elle achète souvent le sac de 50 kilogrammes de Moringa à 60.000 FCfa et s'en sort avec des recettes qui varient entre 7000 et 12.000 FCfa par jour parce que le Moringa est très prisé pour ces différents usages et

Les denrées alimentaires du Grand-Nord se vendent bien à Yaoundé. Plus besoin d'attendre qu'un parent arrive du village pour manger un met local. Les femmes ressortissantes des régions septentrionales en ont fait une activité génératrice de revenus. Elles s'attendent à cultiver les vivres frais, à se procurer d'autres produits chez des grossistes et à les revendre dans plusieurs marchés de place. Dans la capitale politique, le phénomène prend de l'ampleur. Au grand bonheur des fils du Grand-Nord et ceux du Grand-Sud, aux papilles gourmandes et curieuses des délices du Septentrion. Ce commerce qui semble nourrir son homme, n'est pourtant pas dénué de tous risques comme tout travail d'ailleurs.

pour ses vertus thérapeutiques. «Je reçois des clients qui pour la plupart du temps achète le Moringa chez moi pour l'utiliser pour la pharmacopée et d'autres l'utilisent pour préparer des sauces» raconte-t-elle en fourrant quelques billets de banque dans sa poche. D'après Ibrahima, un détaillant, spécialisé dans la vente de jujube et le fruit de baobab, le sac de jujube coûte entre 10.000 et 12.000 FCfa. Pour vendre sa marchandise, Ibrahima a opté pour la brouette. «C'est dans une brouette que j'étaie ma marchandise. Je fais des petits paquets de 100 FCfa. Et par jour, je vends les fruits de 2000 à 2500 FCfa. Pendant la période de jeûne du Ramadan, mes recettes journalières doubles» développe le vendeur. D'autres denrées comme les légumes frais, notamment le lalo, tasba, foléré ; sont cultivés à Yaoundé par des femmes, d'où la fraîcheur qu'ils ont au petit matin quand les clientes vont à leur recherche.

Malgré les bonnes affaires que ces femmes font, celles qui sont



grossistes rencontrent, tout de même beaucoup de difficultés pour l'acheminement de la marchandise, du Septentrion pour Yaoundé. «Le mauvais état des routes ne nous permet pas souvent d'acheminer la marchandise à temps. Nous sommes aussi souvent confrontées au vol et à la disparition de nos marchandises dans les agences de voyage. Aussi, les transporteurs refusent souvent d'embarquer certaines de nos marchandises pour éviter les problèmes avec les dou-

niers en chemin. Pis encore, nous sommes souvent obligés d'effectuer de longues distances pour nous procurer certaines marchandises. C'est le cas du Moringa dont la quantité n'est pas souvent suffisante ou qui manque même souvent à Koza, Maroua, Garoua et dans d'autres villes du Septentrion. Dernièrement, certaines grossistes se rendent au Nigéria pour se ravitailler. Et ce n'est pas facile», informe Asta, dont la journée tire à la fin. ■

ENTREPRISES.**Total lance la seconde édition du Challenge Startupper****Par Alkali**

Vendredi dernier dans la capitale économique, a eu lieu la cérémonie de lancement de la deuxième édition du concours Challenge Startupper. Un programme qui vise à apporter la pierre de l'entrepreneuriat en Afrique par Total.

Total a pris la décision de lancer un programme qui vise finalement à asseoir l'entrepreneuriat en Afrique de manière assez significative. Le Challenge Startupper vise à contribuer au développement de l'entrepreneuriat des jeunes dans le monde, l'Afrique et particulièrement au Cameroun. Il s'adresse à de jeunes Camerounais âgés de 35 ans au plus qui portent de projet ou dirige une startup de moins de 2 ans.

D'après les responsables de l'entreprise Total, «*Le Challenge Startupper de l'Année par Total sera organisé tous les deux ans ce qui nous laisser le temps d'accompagner correctement les lauréats et nous permet vraiment d'inscrire notre démarche dans la durée.*»

Pour ce qui est du pro-

gramme du déroulement de cette édition 2018, un site internet est dédié pour le dépôt des dossiers, ce jusqu'au 13 novembre prochain.

Un premier tri est prévu du 17 au 19 novembre, question de vérifier la conformité de toutes les pièces demandées.

Du 30 au 12 novembre 2018, il s'agit de la phase digitale, avec le vote des dossiers en ligne. On permettra à toutes les personnes dont les dossiers ont été retenus après le premier tri de pouvoir expédier à leurs connaissances via les réseaux sociaux leur dossier afin qu'ils puissent être liker. Le nombre de like permettra de classer aussi le dossier. On tiendra compte du nombre de like dans la note globale du dossier.

Par ailleurs, du 12 au 24 décembre, une sélection des 100 meilleurs dossiers est prévue, puis ces 100 dossiers seront analysés par un organisme externe à Total et ensuite on aura 15 dossiers de finalistes. Ces 15 dossiers seront évalués par le jury lors d'une audition. Par la suite,



Adrien Bechonet, Directeur Général Total Cameroun.

deux jours où ils seront offerts aux finalistes pour être coachés, afin de mieux pouvoir présenter leur dossier.

L'audition a lieu du 04 au 08 février 2019, et entre le 27 février et le 04 mars 2019, se déroulera la cérémonie de remise des prix aux lauréats.

Le parrain de la compétition est André Siaka, accompagné par un jury composé de 11 personnes, en plus des partenaires en

charge de tout ce qui est coaching et accompagnement, puis l'équipe projet de Total Cameroun.

Précisons que les critères de sélection tournent autour de L'impact social ; Le caractère innovant ; La faisabilité et le potentiel pour le développement.

Les lauréats auront respectivement une prime financière qui va de 8 à 3 millions Fcfa, soit 8 millions pour le premier lauréat, 5 millions pour le deuxième et

3 millions pour le troisième.

Juste après la proclamation des résultats, les lauréats ont une campagne de communication pendant trois mois. Rappelons que la première édition du Challenge Startupper, s'est déroulée dans trois régions

Notamment le Centre, Nord-Ouest et Sud-Ouest. Aujourd'hui, le concours se déroule sur huit des dix régions, il manque l'Est et le Sud. Total prévoit couvrir les dix régions d'ici à 2019. ■

ADAMAOUA HÔTEL PLUS
Ngaoundéré

B.P.: 212 Ngaoundéré, situé à la descente de la Gare voyageurs de Ngaoundéré

Contacts : 650 10 05 51 - Email : reservation@adamaouahotelplus.com / Site web : www.adamaouahotelplus.com

La lionne Guidar, artiste musicienne.

«Il y a trop de pratiques de sorcellerie dans le monde musical de l'Adamaoua»

De son vrai nom Rachel Anavaï, cette artiste de 39 ans a choisi de conquérir le public des tréfonds de la région de l'Adamaoua. Elle y électrise la scène à travers notamment ses pas de danse et tenues modernes. Pas très visible sur la scène musicale de la capitale régionale Ngaoundéré, auteur de deux albums aux rythmes divers, elle passe en revue son parcours musical, ses choix, les maux qui minent l'environnement artistique de la région...

Propos recueillis par
Bertrand Ayissi

Qui est la lionne Guidar ?

Je suis une fille de la région du Nord, précisément de Guider. Je suis née en 1979 et ai aussitôt été bercée par la musique parce que mon père était musicien. J'ai d'abord été danseuse de mon père et quand il est décédé, je me suis dit que je ne peux pas abandonner. J'ai donc commencé la musique. J'ai joué dans les cabarets pendant cinq ans à Ngaoundéré, notamment à l'époque où «Temple D'or» fonctionnait. J'ai par la suite commencé à jouer en live et j'ai sorti mon premier album de six titres en 2011, où je parlais de déception en amour. C'est une histoire un peu personnelle parce que c'est un ami avec qui je vivais et qui a disparu sans laisser de traces. Dans cet album, je promeus la danse Guma de chez moi, la danse du canard, le coupé-décagé, non sans prodiguer des conseils aux filles qui aiment la vie du dehors et qui ne veulent pas se marier. Mon deuxième album est un single Bikutsi où je dénonce les hommes qui n'entretiennent pas les femmes et qui les traitent comme des esclaves dans les foyers conjugaux. Je m'adresse à tous les hommes du Cameroun puisque c'est en Français que j'ai fait cette chanson.

Est-il facile de devenir et

d'être un artiste du Nord qui embrasse la diversité culturelle à travers vos chansons ?

Je suis d'abord une Camerounaise. Je peux donc adopter n'importe quel rythme musical puisque je suis dans mon pays. Je suis du Nord, je vis dans l'Adamaoua, et j'ai un faible pour les musiques du Grand-Sud. Certaines personnes apprécient mon Bikutsi et pensent que je suis Béti ; c'est aussi ça la richesse de notre diversité.

N'est-ce pas, malgré tout, une manière de léser la culture du Septentrion ?

Je n'ai pas de problème, car le but, c'est de permettre que tout le monde se retrouve dans ma musique. J'entre dans les coutumes des nordistes et des sudistes. C'est vrai que la musique sahélienne n'est pas encore suffisamment promue pour adopter les rythmes d'ailleurs. Mais l'art musical est une affaire de feeling et je fais d'abord ma musique pour moi-même. Donc, je fais le Bikutsi parce ça me plaît et j'aime ce rythme.

Mais est-ce que vos pas de danse, tenues de scène et votre musique ne sont pas osés dans une partie du pays où les habitudes sont encore fortement influencées par la tradition ?

Je ne pense pas, car les mentalités ont évolué. Nous ne



sommes plus dans l'ancienne mode. Je vais d'ailleurs vous dire que le public me réclame souvent pour mes «coups de rein» sur scène. Quand on sait que j'ai un spectacle, les gens accourent pour me voir prester et aiment mes pas de danse.

Pensez-vous que c'est en toute sincérité que le public du Septentrion aime vos «coups de rein» ?

Moi je m'en tiens à ce que les gens me disent. Je n'ai jamais vu des gens qui me disent leur déception ou frustration après avoir écouté ma musique et vu mes pas de danse. Je joue devant le lamido avec mes tenues de scène, esquissant mes pas de danse et il m'acclame. D'ailleurs, je preste beaucoup plus dans les villages de l'Adamaoua où les gens sont plus attachés à leurs traditions. Mais je n'ai pas de soucis. Je suis difficilement sur scène à Ngaoundéré, mais je préfère les villes et localités des départements.

Pourquoi préférez-vous les autres villes et localités de l'Adamaoua, et non

Ngaoundéré ?

C'est peut-être parce que je ne suis pas très connue à Ngaoundéré. Mais je vais dire que c'est certainement aussi parce qu'il y a des gens qui travaillent dans l'ombre pour ramener les autres en arrière. Il y a beaucoup de coups bas dans la scène musicale de l'Adamaoua. Ces coups bas se traduisent par la jalousie parce que certains artistes se disent que quand l'autre est devant, il va les dépasser. Il se sentent donc obligés de tout faire pour le ramener en arrière. Ceux-là aiment qu'on parle seulement d'eux dans la ville. C'est pour cela que vous verrez toujours les mêmes artistes sur la scène à Ngaoundéré et même dans l'Adamaoua, pourtant, il y a de nombreux autres qui font un travail extraordinaire. Il y a donc une poignée d'artistes qui bloque les autres dans la région.

Comment faites-vous pour exister dans cet environnement musical hostile que vous décrivez ?

Je vous ai dit que je préfère, dans ce cas, aller dans les villages où les autres ne vont pas.

J'y organise mes petits spectacles, ce qui me permet de faire ma promotion et d'avoir un revenu, maigre soit-il. Evidemment, après, ce sont les élites d'une localité où je suis passée qui me cherchent. Il faut indiquer que je suis aussi une «bayamsellam». Donc, là où la musique m'amène, je vais, à défaut, je fais mon commerce de poissons et de brochettes. C'est grâce à ce commerce que j'ai produit mes deux albums. Mais franchement, la musique ne paie pas. Je garde néanmoins l'espoir que je serai une grande artiste connue, sans avoir besoin de tremper ma main quelque part.

Quelles difficultés rencontrez-vous justement dans la région en tant qu'artiste musicienne ?

Les difficultés sont très nombreuses. Mais mon expérience est encore plus triste parce qu'on m'a déjà empoisonnée dans ce milieu. En effet, dans une fête de 2008 à Tignère, on a essayé de me tuer en mettant quelque chose dans mon verre. Heureusement que je marche toujours avec mes antidotes, remèdes traditionnels. C'est pour dire qu'il y a beaucoup trop de pratiques de sorcellerie dans le monde musical de l'Adamaoua. Je me rappelle, une fois, avoir été invitée à un mariage à l'hôtel de ville et Transcam, mais je n'ai pu prester parce qu'on a acheté ma place. A la fin, la personne qui tirait les ficelles dans l'ombre m'appelle et me donne 1000 FCfa pour payer la moto ; j'ai refusé. C'est pour cela que j'aimerais dire à mes frères et sœurs artistes qu'il fait laisser la jalousie. On doit laisser à chacun la chance de développer son talent, et c'est qui rehaussera l'image de la musique sahélienne. ■

ALKAWAL FAMILY. Quatre jeunes de la ville de Garoua ont décidé de faire de la musique urbaine en utilisant la langue locale.

De l'afro-beat en fulfulde

Par Rebeka Sintebe (Stg)

Alkawal family littéralement traduit en français par "famille d'alliance" est un groupe des jeunes musiciens du Nord. Ce groupe est constitué de quatre talentueux dont trois sont originaires du nord et un du centre. Mis sur pied le 3 décembre 2014 par Saliou Oumarou dit Spiril, ce groupe avait pour ambition première d'aider les artistes musiciens du septentrion dans la réalisation de leurs vidéogrammes moyennant aucune somme. En effet, cette motivation provenait du désir de promouvoir et de valoriser la musique sahélienne. Cependant, cette aspiration a été foulée au pied car n'intéressant personne. Voyant la situation tourner ainsi au vinaigre les jeunes gens se sont décidés à se lancer pleinement dans leur carrière musicale en réalisant leurs

propres clips. C'est ainsi que le groupe réalise tout d'abord un documentaire intitulé «diarap-*nostic*» qui parlait du diagnostic du rap dans le nord et qui a été diffusé à l'alliance française de Garoua captivant plusieurs esprits. Ils ont voulu en effet dénoncer d'abord les tares et les problèmes auxquels font face la musique sahélienne en général afin de poser les jalons d'une carrière réussie. C'est en 2015 que le groupe sort son premier single en featuring avec un membre du groupe Sérüm intitulé «nouveau départ». Il s'en suit en 2016 du titre «*yiidé*» qui signifie (amour). Les jeunes gens ne s'arrêtent pas de si bon chemin et mettent encore sur pied deux autres singles ; «*nda men ndo*» qui signifie (nous sommes là) et «*je suis Camerounais*». A ce jour, le groupe compte quatre singles sur le marché.

Martialo, A10, J klod et Maldor entretiennent des très bonnes relations avec leurs aînées dans la musique particulièrement ceux du nord à l'instar d'Amina Poullou et Isnebo qui apprécient cette compilation de musique urbaine en Fulfulde dans le style Afro-beat. Dans leurs chants, on retrouve un mélange d'Afrobeat et d'Afro sahélien chanté en Fulfulde, en Français et en Anglais qui vaut leur originalité et leur distinction. Le groupe Alkawal Family est constitué par ailleurs de deux enseignants et de deux agents commerciaux. Quant aux projets qu'ils ont pour la musique, ces jeunes ambitionnent de devenir



Groupe Alkawal Family.

plus grand certes mais préfèrent laisser le temps faire les choses à sa manière. «Nous n'avons pas concrètement établi un projet pour l'avenir concernant la musique. Mais toujours est-il nous projetons être plus connus et populaires. Pour l'instant chacun de nous se concentre sur son travail car c'est grâce à cet argent que nous finançons la production

de nos singles. Il est bien vrai que la musique est pour nous une passion mais nous la pratiquons en tenant aussi compte des réalités du monde musical au Cameroun» Maldor, représentant du groupe. Ils savourent pour l'instant, et le public de Garoua avec eux l'accompagnement des autres artistes venu d'ailleurs tel Minks dernièrement. ■



Diffusé par McCANN

UN JEU,
UNE BIÈRE,
LA MÊME
PASSION



L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. À consommer avec modération.